



Note du Comité Régional sur le tourisme social et les activités sociales et culturelles

Cette note a pour objet de faire le point sur les conséquences de la crise sanitaire sur le tourisme social et les activités sociales, sportives et culturelles et vos difficultés à les mettre en œuvre. Elle a aussi vocation à interroger les organisations de la CGT sur leurs responsabilités dans cette période pour que le droit aux vacances et l'accès à la culture soit au cœur de ce que l'on appelle déjà le monde d'après.

Droit aux vacances et tourisme social sont intimement liés !

Les luttes du Front populaire ont été un moment fort de l'histoire sociale en France posant les bases d'un grand nombre de conquits sociaux ancrés dans les revendications : ouverture de droits aux congés payés, réduction du temps de travail et dans la construction d'œuvres sociales créées par les travailleurs eux-mêmes. Dans la continuité du front populaire, une partie des idées progressistes de l'entre-deux guerres se sont concrétisées au sein du CNR par l'action d'Ambroise Croizat, avec les créations de la sécurité sociale, de la protection sociale et des comités d'entreprises.

Il est bon de rappeler que l'existence du tourisme social est assise sur la revendication des travailleurs de pouvoir partir en vacances. Ces besoins sont présents depuis que le rapport de subordination entre les propriétaires des outils de travail et les travailleurs existe.

Depuis ces conquits sociaux, le patronat n'a eu de cesse que de revenir sur les avancées sociales acquises par les travailleurs et la CGT. Avec l'avènement mondial du capitalisme, les travailleurs luttent sans cesse contre les attaques régulières des actionnaires et des gouvernements libéraux successifs qui n'ont de cesse de faire des cadeaux aux plus riches et de remettre en cause les conquits sociaux, ce que vous condamnez tous les jours dans vos entreprises et établissements.

Telle est la situation aujourd'hui, percutée par la pandémie liée à la propagation du virus COVID19.

C'est au nom de cette pandémie que le gouvernement et le patronat ont décidé de faire payer les salariés sans la moindre contrepartie demandée aux employeurs : mise en parenthèse des libertés publiques, remise en cause des droits du travail, du temps de travail, baisse des moyens pour les CSE... à travers la loi d'urgence sanitaire.

Très clairement, si l'économie est fragilisée, nos garanties collectives et sociales le sont également.

C'est dans ce contexte que le secteur du tourisme social qui porte les valeurs de solidarité, d'émancipation, d'équité, de justice sociale doit reprendre sa place.

En face, le secteur marchand lucratif lorgne sur le patrimoine collectif construit par les CE pour les salariés et les retraités et sur les 6 milliards de dépenses que génèrent les activités des comités d'entreprises sans se soucier des droits des salariés du secteur touristique.

N'existe-t-il pas une incohérence à défendre notre socle social d'un côté et de contribuer de l'autre à son abaissement sur l'autel de la concurrence et du moins disant ?

Choisir le tourisme social plutôt que le marchand, c'est une décision politique qui a du sens et qui relève de la responsabilité de nos organisations syndicales. Il y a urgence à réunir nos élus CGT dans les CSE pour impulser cette démarche de réappropriation et faire que les budgets de nos comités d'entreprises aillent bien vers le tourisme social. Actuellement, seulement 6 % du montant de ces budgets vont vers le tourisme social là où la CGT est aux manettes.

C'est donner du sens à l'aspiration des salariés à partir en vacances autrement, dans le respect des peuples visités, des salariés du tourisme, de l'environnement et en s'appuyant sur des partenaires ressources dans les pays visités qui partagent nos valeurs.

Émancipation par le Tourisme la Culture et les Loisirs PACA :

Une association CGT au service des organisations de la CGT et des CSE pour maîtriser et impulser des activités sociales et culturelle qui s'inscrivent dans nos valeurs

La CGT a une responsabilité particulière dans une période où les aspirations des salariés et de leurs familles à partir en vacances sont grandes tant ils ont, pour beaucoup, soufferts d'un confinement imposé par le gouvernement. Elle est la seule organisation à posséder un réseau dans le tourisme social via le réseau ANCAV SC. Elle doit mettre en lien les CSE, les exploitants de centres de vacances du tourisme social, les associations locales et les syndicats.

Dans ce contexte, notre association régionale ETCL est un maillon essentiel du réseau national ANCAV SC pour permettre aux CSE et aux élus CGT de jouer pleinement leur rôle dans la construction des activités sociales des salariés en région PACA. Notons que le modèle économique décidé par les membres fondateurs que sont le Comité Régional et les Unions Départementales de PACA, reposant sur l'adhésion collective des organisations de la CGT et des CSE, a permis de résister aux conséquences économiques de la crise sanitaire.

Les organisations de la CGT ont également la responsabilité de mettre en œuvre les décisions du 51eme congrès de la CGT en termes d'activités sociales et culturelles en demandant à l'ensemble des CSE, COS, CASC où la CGT est présente de créer les conditions de l'adhésion à leur outil régional ETCL et de proposer à leurs salariés des séjours et des activités sportives et culturelles avec ETCL.

Plus qu'une adhésion c'est une appropriation d'ETCL par les organisations de la CGT et leurs élus CSE qui est d'actualité. Il ne s'agit pas de consommer du tourisme mais bien de construire les projets en commun en s'appuyant d'une part sur les orientations de la CGT en matière d'activités sociales et culturelles et d'autre part sur le savoir-faire de l'association et ses personnels qui sont en mesure de proposer quelque chose de différent de ce que propose le secteur marchand.

D'ores et déjà, ETCL et son réseau ANCAV, avec ses partenaires du tourisme social, ont créé les conditions d'une ouverture des centres de vacances dans les conditions sanitaires adaptées à la crise pour permettre à tous les salariés et leurs familles en PACA de pouvoir partir et changer d'air après une période de confinement imposé par le gouvernement.

**Nous vous invitons à consulter [le site internet](#)
et [la dernière lettre d'information de notre association](#).**

Face à l'offensive du patronat sur le droit aux vacances, la CGT (UD, UL, syndicats) doit être à l'offensive et se placer en position de reconquête du tourisme social.